

**Sylvain ROBERT**  
Maire de Lens  
Président de la Communauté  
d'Agglomération de Lens-Liévin

**DIRECTION OPERATIONNELLE DE  
L'IMMOBILIER**  
POLE URBANISME RÉGLEMENTAIRE  
☎ 03.21.69.86.86  
Affaire suivie par **PLAYOULT Philippe**

**NOMENCLATURE : 2-1**

**OPPOSITION À UNE**

**DÉCLARATION PRÉALABLE**

**DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE**

**AU NOM DE LA COMMUNE DE LENS**

**ARRÊTÉ n° 2022 - 1950**

**CADRE 1 – DÉCLARATION PRÉALABLE déposée le 22/06/2022**

Demander                      **SARL BEAUREGARD PATRIMOINE**

Représentée par              **Monsieur Jean-Marc GARNIER**

Demeurant au                      **Rue de l'Abregain - ZAL ST AME –  
62800 LIEVIN**

Pour                                  **Pose d'une ITE et ravalement  
de la façade principale**

Sur un terrain sis à **LENS \_26 Grand Chemin de Loos**

**CADRE 2 – DÉCLARATION PRÉALABLE**

Numéro de la demande : **DP 062 498 22 00174**

Le Maire de la Ville de LENS,

Vu la déclaration préalable susvisée (cadres 1 et 2) et les documents annexés à la demande,  
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-4, L421-7, L422-1 à L425-1 et suivants,  
L461-1 à L462-1 et suivants, R421-9 à R421-12, R421-17, R421-23 à  
R421-25, R423-1 et suivants,

Vu le code du patrimoine,

Vu le décret n°2015-5 du 6 janvier 2015 classant la commune de Lens en zone de sismicité 2 -  
risque faible,

Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondation prescrit par arrêté préfectoral le  
30 octobre 2001,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2020 approuvant la révision générale du  
Plan Local d'Urbanisme,

Vu le règlement de la zone UP du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté n°2020-1128 en date du 12/06/2020 portant délégation de signature,

Vu l'avis avec recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France reçu en mairie le  
11/07/2022,

Considérant que le projet n'est pas situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ  
de visibilité d'un monument historique ;

Considérant que l'article UP 4.1 du règlement du Plan Local d'Urbanisme susvisé énonce que  
« *Les constructions dont la composition repose sur l'aspect de la brique apparente doivent  
maintenir l'aspect de la brique et le traitement des joints* » ;

Considérant que l'habitation destinée à recevoir les travaux projetés est construite en brique ;

Considérant que le projet d'Isolation Thermique par l'Extérieur prévue sur le pignon droit aurait  
pour effet de masquer la brique par la mise en place d'un enduit ;

Considérant dès lors que le projet n'est pas conforme à la disposition réglementaire précitée ;

# ARRÊTE

## ARTICLE 1

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable portant sur les travaux décrits dans les cadres 1 et 2 du présent arrêté.

Fait à LENS, le 20 JUIL. 2022



POUR LE MAIRE,  
L'AGENT DÉLÉGUÉ,  
Xavier HOUIX

Directeur Délégué à l'Aménagement  
et au Développement de la Ville

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat au titre du contrôle de la légalité. La décision de non opposition est exécutoire à compter de la date à laquelle elle est acquise (article L. 424- 8 du code de l'urbanisme).

Date d'affichage de l'avis de dépôt de la demande en mairie : 24/06/2022

Date de transmission en sous-préfecture : 20 JUIL. 2022

### INFORMATION IMPORTANTE

#### RECOURS ET RETRAITS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de DEUX MOIS à compter de sa notification. Le bénéficiaire en informe l'autorité compétente ayant délivrée la décision. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de DEUX MOIS, le silence du Maire vaut rejet implicite.

La décision de non-opposition à une déclaration préalable, tacite ou explicite, ne peut être retirée que si elle est illégale et dans le délai de trois mois suivant la date de cette décision. Passé ce délai, la décision de non-opposition ne peut être retirée que sur demande expresse de leur bénéficiaire (article L. 424-5 du code de l'urbanisme).

#### OPPOSITION FONDÉE SUR UN AVIS CONFORME DÉFAVORABLE DE L'ABF

Lorsque la décision d'opposition à déclaration préalable est fondée sur un avis conforme défavorable de l'architecte des Bâtiments de France, le demandeur peut, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision, saisir le Préfet de Région, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'un recours contre cette décision (Article L. 621-31 alinéa 5 du code du patrimoine).

Le préfet de région adresse notification de la demande dont il est saisi au maire et à l'autorité compétente en matière de déclaration préalable. Si le préfet de région, ou le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés en cas d'évocation, infirme l'avis de l'architecte des Bâtiments de France, le maire ou l'autorité compétente doit statuer à nouveau dans le délai d'un mois suivant la réception du nouvel avis. (Article R.424-14 du Code de l'Urbanisme).